

Evènements en 2021

Les femmes récupèrent les terres

En 2021 les femmes ont joué un rôle important dans le mouvement de récupération des terres. Depuis 2010, face au désintérêt et à l'inaction de l'Etat, s'est mis en place le processus d'expulsion des occupants illégaux des territoires concernés par les titres de propriété indigènes.

Principalement dans les territoires de Salitre, Térraba, Cabarga China Kichá et Guatuso, ce *nettoyage* interne s'est caractérisé par la participation des femmes, et parfois exclusivement par elles.

La violence des occupants illégaux et de leurs partisans, y compris l'autorité gouvernementale, a, cette année, été plus intense que les précédentes. Dans ce contexte, les récupératrices des terres ont reçu des menaces contre leur vie, leurs enfants et leurs biens matériels.

A China Kichá les occupants et leurs sicaires armés ont bloqué les entrées des territoires indigènes et ont menacé directement les femmes et leurs filles de violences sexuelles. La police et le gouvernement se sont contentés de recommander aux femmes de ne pas provoquer les occupants armés et de respecter leurs positions au nom de la coexistence démocratique !

Les organisations de femmes récupératrices des territoires de Térraba, Salitre, Cabagra et Chine Kichá ont uni leurs forces et leur expérience de lutte pour élaborer avec l'appui du Fondo de Población des Nations Unies, *l'Agenda des Femmes indigènes pour la défense des territoires du Sud*, qui « constitue un instrument de référence pour les autorités et les fonctionnaires de diverses institutions chargées de veiller au respect des droits humains des femmes indigènes à travers les actions institutionnelles et les politiques publiques. »

Ce document met en évidence la participation des femmes à la récupération des terres et le fait que, pour elles, la sécurité alimentaire constitue l'axe des revendications indigènes.

Dans son rapport sur le Costa Rica le rapporteur spécial de l'ONU exprime son inquiétude sur l'action du *Patronato Nacional de la Infancia* (PANI) relative « aux enfants indigènes enlevés à leurs familles lors du processus de récupération des terres ».

Les enlèvements d'enfants indigènes continuent

Le rapport du *Mundo Indígena* de 2019 mentionne la dénonciation des femmes Cabécares à propos de la politique du PANI consistant à enlever violemment des enfants indigènes à leur famille sous prétexte d'alcoolisme et de violences domestiques, pour les placer dans des familles d'accueil sans aucun respect de leur culture d'origine. Selon cette dénonciation, les enfants sont placés dans des foyers

non-indigènes où ils sont l'objet de moqueries pour leur méconnaissance de l'espagnol, leur couleur de peau et leurs coutumes différentes.

La présidente exécutive du PANI a répondu quelques mois plus tard à cette plainte en offrant de solliciter l'assistance technique de la *Direction Nationale de développement de la communauté* (DINADECO) pour les questions interculturelles. Cette institution est précisément connue pour son insensibilité à la diversité culturelle et pour les conflits qu'elle provoque fréquemment avec les communautés par ses interventions sur des questions internes, sans respect pour la législation et les droits indigènes.

En 2021, selon certaines dirigeantes de Alto Chirripó dont on ne cite pas les noms de peur de représailles, les enlèvements ont continué, et les agressions du PANI contre les familles Cabécares se sont intensifiées, sans la création d'aucune instance interculturelle dans cette institution.

Dans le territoire indigène de Duchi (Alto Chiripo selon la terminologie officielle) un groupe de dirigeantes a réussi à obtenir, grâce à l'appui d'un avocat qui a offert ses services *ad honorem*, après plusieurs années de nombreuses démarches administratives et légales, la reconnaissance de la personnalité juridique de leur organisation, l'*Asociación de Mujeres Indígenas Kajala Batca* pour le renforcement de leur identité et de leur vision du monde. Cette organisation réitère sa dénonciation de l'agressivité constante et de l'incompréhension des modes d'éducation indigènes du PANI. Elle met en évidence la volonté ethnocidaire de cette institution qui reproduit au XXI^e siècle des actions semblables perpétrées aux siècles passés par les internats pour indigènes au Canada et en Australie.

Les obstacles rencontrés par les femmes de Duchi pour obtenir leur reconnaissance légale montrent bien que, quand il s'agit de former des organisations visant à défendre la culture et les droits des femmes, on se heurte à des résistances qu'on ne peut expliquer que par la discrimination dont souffrent les peuples indigènes. On ne favorise que les organisations productives de biens. Mais quand il s'agit de défendre l'autodétermination et les droits, on ne rencontre que refus et démarches interminables.

Source : IWGIA El Mundo Indigena 2022 .

Traduction de l'espagnol par **Simone Dreyfus-Gamelon**, Présidente du GITPA et **Sylviane Roche**